



Divulgations sur Sde Teiman : les deux cÃ´tÃ©s du dÃ©bat reflÃ©tent la dÃ©cadence morale dâ??IsraÃ©l

Description

La plus haute responsable juridique de lâ??armÃ©e israÃ©lienne est poursuivie pour son rÃ´le dans un scandale qui a divisÃ© la nation. Sa complicitÃ© dans le gÃ©nocide nâ??est pas mentionnÃ©e.

Par Ori Goldberg, le 7 novembre 2025



L'ancienne avocate générale militaire Yifat Tomer-Yerushalmi assiste à une cérémonie en l'honneur du juge sortant de la Cour suprême Yosef Elron, à Jérusalem. 18 septembre 2025. (Yonatan Sindel/Flash90)

L'opinion publique juive israélienne est plongée dans un scandale autour d'une vidéo divulguée montrant des gardiens de prison israéliens violant un prisonnier palestinien dans le centre de détention de Sde Teiman l'année dernière. Cependant, comme souvent dans Israël, l'indignation publique ne porte pas sur l'atrocité elle-même, mais plutôt sur le fait qu'elle ait été divulguée.

Au cÅur de lâ?affaire se trouve la plus haute responsable juridique de lâ?armÃe israÃlienne, lâ?avocate gÃnÃrale militaire Yifat Tomer-Yerushalmi. La semaine derniÃre, aprÃs que le procureur gÃnÃral du gouvernement a annoncÃ lâ?ouverture dâ?une enquÃte sur la fuite, Tomer-Yerushalmi a ÃtÃ suspendue de ses fonctions. Elle a dÃmissionnÃ deux jours plus tard, admettant dans sa lettre de dÃmission avoir ÃtÃ personnellement impliquÃe dans la divulgation de la vidÃo aux mÃdias.

La vidÃo a ÃtÃ [rendue publique](#) en aoÃt 2024 par Guy Peleg, correspondant juridique de la chaÃne dâ?information la plus regardÃe dâ?IsraÃl, Channel 12, Ã qui Tomer-Yerushalmi aurait divulguÃ la vidÃo. Plus tard, lorsquâ?elle a ÃtÃ chargÃe dâ?enquÃter sur la fuite, elle aurait menti sur son implication.

Lâ?affaire a pris une tournure dramatique dimanche, lorsque Tomer-Yerushalmi a disparu pendant plusieurs heures. La police a retrouvÃ sa voiture abandonnÃe prÃs dâ?un banc au nord de Tel-Aviv, ce qui a fait craindre une tentative de suicide. Elle a refait surface plus tard dans la soirÃe, sans son tÃlÃphone, et a ÃtÃ placÃe en garde Ã vue. Le 7 novembre, le tÃlÃphone de Tomer-Yerushalmi a ÃtÃ retrouvÃ sur une plage de Tel-Aviv, et elle a ÃtÃ libÃrÃe de prison pour Ãtre assignÃe Ã rÃsidence pendant 10 jours.

Cette saga a fait la une des journaux israÃliens ces derniers jours. ParallÃlement aux reportages caricaturaux sur la prise de contrÃle de New York par un Â« [antisÃmite](#) Â», elle a pratiquement effacÃ toute discussion restante sur les ÃvÃnements Ã Gaza â?? oÃ¹, malgrÃ lâ?occupation continue de leur armÃe et les bombardements pÃriodiques, les IsraÃliens ne sont guÃre enclins Ã continuer de couvrir lâ?actualitÃ maintenant que la Â« guerre Â» est terminÃe.

Aujourdâ?hui, alors que le Hamas reprend le pouvoir dans [les 42 % du territoire de Gaza](#) qui ne sont pas sous contrÃle militaire israÃlien, et que les quelques otages survivants sont rentrÃs chez eux, la sociÃtÃ israÃlienne peut se replier dans sa bulle dâ?Ãgocentrisme. AprÃs tout, pour la plupart des IsraÃliens, le gÃnocide passe au second plan derriÃre la seule chose qui compte vraiment : les querelles internes sur Â« lâ?Ãme et le cÅur Â» de lâ?Ãtat juif.

Deux rÃcits, un angle mort flagrant

Au cours des deux derniÃres annÃes, la gÃnÃrale de division Tomer-Yerushalmi, responsable de toutes les enquÃtes internes et de lâ?application de la loi dans lâ?armÃe israÃlienne, sâ?est presque entiÃrement abstenu dâ?enquÃter sur les [innombrables allÃgations](#) bien documentÃes contre [ses soldats](#). Cependant, le crime commis par les gardes de Sde Teiman, tel quâ?il apparaÃt dans la vidÃo divulguÃe, Ãtait apparemment si flagrant et grotesque que les autoritÃs nâ?ont eu dâ?autre choix que de prononcer des mises en accusation.

Cependant, lorsque la police militaire israÃlienne est arrivÃe Ã Sde Teiman pour arrÃter les suspects, elle a ÃtÃ accueillie par des [Ãmeutiers et des soldats dâ?extrÃme droite](#), dont plusieurs [membres de la Knesset](#) se cachant derriÃre leur immunitÃ. Tentant de bloquer les arrestations, ils ont insistÃ sur le fait que les auteurs nâ?avaient rien fait de mal et que leurs actions sâ?inscrivaient simplement dans le cadre de lâ?effort de guerre israÃlien.

Tomer-Yerushalmi a divulgué la vidéo du viol peu après, et celle-ci s'est rapidement répandue sur Internet. Les protestations des Israéliens de droite en faveur des agresseurs se sont alors multipliées. Mais alors que de nombreuses personnes à travers le monde étaient horrifiées par ce qui ne pouvait être décrit que comme des manifestations en faveur du « droit au viol », le débat en Israël s'est rapidement estompé au profit des nouvelles quotidiennes sur les « succès » sur le front de Gaza. L'affaire a été largement oubliée pendant des mois, jusqu'à ce que l'enquête sur la fuite de la vidéo soit annoncée la semaine dernière.

Globalement, les Israéliens juifs ont agi de deux manières différentes à cette saga inhabituelle. La première réaction vient de la droite, et elle sera familière aux Américains habitués au discours de Stephen Miller, Steve Bannon et Donald Trump lui-même. Selon ce récit, l'avocate générale militaire était un rouage de l'État Profond israélien : une cabale gauchiste toute-puissante destinée à imposer des « valeurs woke » et protéger ses propres privilèges.

Dans la version israélienne de cette conspiration, l'un des objectifs de l'État Profond est de détruire le caractère juif de l'État, en partie en présentant Israël comme immoral et sans loi aux yeux du monde. Selon cette logique, l'avocate générale militaire aurait cherché à atteindre cet objectif en demandant à ses « sbires » de falsifier la vidéo de l'abus à une allégation manifestement fautive puis de la divulguer.

La deuxième réaction courante au scandale vient des Israéliens libéraux, ceux qui [protestaient contre le Premier ministre Benjamin Netanyahu](#) et sa réforme judiciaire bien avant le génocide de Gaza. Sans surprise, ils formulent des accusations presque diamétralement opposées à celles de la droite : Netanyahu et ses sbires sont ceux qui ont lavé le cerveau des Israéliens et pris le contrôle du pays. Netanyahu est responsable de la réponse scandaleuse de l'État à l'attaque du Hamas du 7 octobre, et il utilise toutes ses ressources pour renverser la démocratie israélienne afin d'assurer sa survie politique.

Selon eux, Tomer-Yerushalmi avait raison de divulguer les images des abus commis à Sde Teiman, car sinon elles auraient été supprimées par Netanyahu ou ceux qui cherchent à l'apaiser, et les violeurs auraient été libérés. Certes, elle a menti, mais elle agissait dans le but plus large de préserver l'État de droit et la position morale de l'État.

« Non seulement [Tomer-Yerushalmi] a été poussé au bord du suicide, mais tout ce qu'elle représente, à savoir la loi et la justice en Israël, a été mis en danger », a écrit cette semaine l'auteur israélien Dror Burstein dans Haaretz. « Son expérience nous interpelle, car dans un endroit où le mal et le mensonge deviennent la norme, il n'y a plus de place pour la justice et la vérité, ni pour la loi et les avocats. »

Vous avez peut-être remarqué qu'il manque un élément dans les deux récits ci-dessus : le génocide lui-même. Selon le premier récit, Israël ne peut pas commettre de génocide en effet, il a lui-même failli être victime d'un génocide le 7 octobre, sans ses prouesses militaires. Et lorsqu'ils « combattent l'ennemi », les Israéliens ont le droit de faire tout ce qu'ils veulent, y compris maltraiter les « terroristes » détenus par Israël.

Pour les détracteurs libéraux de Netanyahu, le génocide n'apparaît pas non plus. Pour eux, l'avocat général militaire est l'homme blessé de la loi et de la justice. Le fait que, pendant

deux ans, son bureau ait fourni un [soutien juridique pratiquement illimité](#) à un génocide bien documenté n'aurait apparemment aucune importance. La guerre de Gaza était une nécessité, affirment-ils, et certainement pas un génocide. Qu'aurions-nous pu faire d'autre après avoir attaqué si violemment ?

Sur ce point fondamental, la grande majorité des Israéliens juifs sont d'accord. L'annexion de Gaza était clairement indispensable. Les Israéliens avaient le droit de se défendre et ce droit n'a pas de date d'expiration. Tout ce qu'Israël défend comme « défensif » est légitime, du bombardement du Liban et de la Syrie à la violation quotidienne du « cessez-le-feu ». Si nous ne pouvons pas décider quand nous nous sentons menacés, comment pouvons-nous nous sentir en sécurité ? Nous avons failli être victimes d'un génocide !

L'abîme nous regarde en face

Avant tout, ce que met en évidence le scandale autour du procureur général militaire, c'est que la moralité elle-même a perdu tout son sens dans une société génocidaire. Les gardiens de prison ont maltraité le prisonnier palestinien. Ils l'ont fait parce qu'ils avaient reçu un pouvoir absolu sur sa vie et sa mort, qu'ils ont été heureux d'utiliser.

Tomer-Yerushalmi a été informée de l'existence de la vidéo montrant cette atrocité. Elle a peut-être été indignée, mais elle était plus préoccupée par la sécurité de « ses collègues » du Corps du procureur général militaire que par le crime lui-même. Sachant que la droite allait la traquer, elle et ses collègues, elle a rapidement divulgué la vidéo à un correspondant de presse populaire, établissant ainsi son existence avant qu'elle ne puisse être discréditée.

Au cours des deux dernières années, Tomer-Yerushalmi a eu d'innombrables occasions d'enquêter et de mettre en lumière d'autres crimes de guerre commis par des soldats israéliens, ne serait-ce que pour protéger l'argument israélien de complémentation devant la Cour pénale internationale (c'est-à-dire que nous menons nos propres enquêtes, vous n'avez donc pas besoin de le faire). Elle ne l'a pas fait.

Cette fois-ci, elle savait que cela allait devenir politique, alors elle était pressée. Elle avait l'impression d'avoir battu ses adversaires à leur propre jeu et s'était sentie encouragée à mentir au sujet de la fuite. Elle a été démasquée. Elle a pris conscience des dommages que cela causerait à « son peuple » et elle-même. Selon certaines informations, elle aurait envisagé de se suicider.

Tout cela était un conflit de type mafieux ou une pièce de théâtre politique, selon le point de vue. Aucune morale n'était en jeu. Après avoir permis un génocide pendant deux ans, votre morale est plus qu'une coquille vide. Mais la ferveur génocidaire ne se contente jamais de ses victimes initiales ; elle se retourne toujours contre les génocidaires.

Ori Goldberg est un analyste et commentateur israélien indépendant. Titulaire d'un doctorat en Études moyen-orientales, il a enseigné et donné des conférences dans des universités du monde entier. Il est l'auteur de quatre ouvrages consacrés à la pensée révolutionnaire chiite

en Iran.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

date crÃ©e

2025/11/14